



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

mariage

Question écrite n° 8517

## Texte de la question

M. Alain Suguenot alerte Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, sur l'ouverture au mariage et à l'adoption pour les personnes de même sexe. Le calendrier semble se précipiter au détriment de la concertation, malgré les engagements réitérés du président de la République à consulter la société civile sur les réformes envisagées. Comme celle organisée pour la récente révision de la loi de bioéthique, cette concertation est absolument indispensable. Comment, sinon, mesurer l'ampleur et la complexité de la réforme envisagée ? S'il est adopté, le projet de texte présenté aboutira, en effet, à réécrire de nombreux articles du code civil. Au-delà des seuls aspects juridiques, ce sujet concerne l'avenir de notre société. La compréhension du couple humain, de la famille et des droits de l'enfant, à commencer par celui d'être élevé par un père et une mère, appellent une réflexion approfondie. Le Parlement s'honorera à demander que ses travaux soient précédés d'un large débat public pour permettre que toutes les voix soient entendues. Un tel débat permettra d'éviter de réduire le mariage à l'enregistrement des sentiments ou à un simple contrat patrimonial privé. Le sujet concerné nécessite qu'on s'y arrête et ne peut faire l'objet d'un examen dans la précipitation. C'est pourquoi il lui demande dans quelle mesure elle pourrait instaurer un tel débat. Il en va de la vitalité de notre démocratie.

## Texte de la réponse

Le projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe constitue un des engagements du Président de la République qui se rattache aux valeurs fondamentales auxquelles la société française est attachée : l'égalité des droits pour tous, la liberté de vivre ensemble et l'ouverture à l'autre. Il répond à la volonté d'ouvrir le mariage à tous les couples, au nom du principe d'égalité, et s'inscrit dans la continuité de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et du Conseil constitutionnel qui, saisis de ces questions sur le fondement d'une discrimination qui résulterait des dispositions législatives actuelles, ont considéré que l'ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe relevait d'un choix de société que seul le législateur pouvait opérer. Le texte soumis par le Gouvernement au Parlement étend le mariage aux couples de même sexe sans en changer le régime juridique, et par conséquent, rend l'accès à l'adoption possible pour ces couples mariés. Cette importante réforme sociétale, clairement inscrite dans le programme présidentiel, a été acceptée par les Français à travers leur choix exprimé lors de l'élection présidentielle du 6 mai dernier. Ce choix a été confirmé en juin dernier, lorsque les Français ont donné une majorité parlementaire au président nouvellement élu. Une réflexion approfondie s'est ensuite engagée sur ce texte et se poursuit. Pour élaborer ce texte, le Gouvernement a mené tout au long des mois de septembre et d'octobre de nombreuses consultations de personnalités et d'associations de sensibilités différentes, qu'il s'agisse des associations familiales, de défense des droits des personnes homosexuelles, des autorités religieuses, de chercheurs ou d'universitaires. Les institutions de l'État se sont également prononcées, puisque le Haut conseil à l'adoption a été consulté, ainsi que le Conseil d'État. De plus, la commission des lois de l'Assemblée nationale a procédé elle-même à de nouvelles auditions. Enfin, un large débat a lieu quotidiennement dans la société et au sein des médias. Il se prolonge au Parlement, qui est l'instance délibérative de nos institutions, où l'ensemble des points de vue pourront être exprimés et où le texte pourra être, le cas échéant, amendé, dans le respect des règles qui

gouvernement notre démocratie. L'adoption de ce projet de loi à l'issue de ce vaste débat démocratique renforcera les engagements de la France dans la lutte contre toutes les discriminations et dans le combat pour l'égalité.

## Données clés

**Auteur** : [M. Alain Suguenot](#)

**Circonscription** : Côte-d'Or (5<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 8517

**Rubrique** : Famille

**Ministère interrogé** : Justice

**Ministère attributaire** : Justice

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [30 octobre 2012](#), page 6070

**Réponse publiée au JO le** : [12 mars 2013](#), page 2876